

**Association paritaire de gestion et de  
collecte des fonds de la branche Mutualité  
(AGFBM)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 Décembre 2024**

**GVA AUDIT**

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.000 € • Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris

**Siège social :** 105 Avenue Raymond Poincaré • CS 81691 • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00 • [info@gva.fr](mailto:info@gva.fr) • [www.gva.fr](http://www.gva.fr)  
347 496 788 RCS Paris • NAF 6920 Z • Numéro d'identification intracommunautaire : FR 45 347 496 788

*Une société du Groupe Alpha*

**BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE**

Membre de UHY international, réseau de  
cabinets indépendants d'audit et de conseil



Membre indépendant  
du Groupement Différence



Certifié ISO 9001  
Version 2015

**Association paritaire de gestion et de  
collecte des fonds de la branche Mutualité  
(AGFBM)**

**Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901**

**17, avenue Victor Hugo  
75 016 PARIS**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 Décembre 2024**

---

Aux membres,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association paritaire de gestion et de collecte des fonds de la branche Mutualité (AGFBM) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes annuels de l’exercice.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau de l'Association.

### **Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l’association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 3 juin 2025

**Le Commissaire aux Comptes**

**GVA AUDIT**

**Bérengère SCHAAL**  
**Associée**

**Association paritaire de gestion et de collecte des fonds de  
la branche Mutualité**

**A.G.F.B.M**

**ASSOCIATION LOI 1901**

**17 Avenue Victor Hugo – 75016 PARIS**

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2024**

## *Sommaire*

<b>BILAN.....</b>	<b>2</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>3</b>
<b>A N N E X E.....</b>	<b>4</b>
<b>1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION .....</b>	<b>4</b>
<b>2. CONVENTION DE GESTION DE L'ANEM.....</b>	<b>4</b>
<b>3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE .....</b>	<b>4</b>
<b>4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</b>	<b>5</b>
<b>5. REGLES ET METHODES COMPTABLES .....</b>	<b>5</b>
5.1 CADRE LEGAL DE REFERENCE .....	5
5.2 CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE AU SECTEUR .....	5
5.3 DUREE ET PERIODE DE L'EXERCICE COMPTABLE .....	5
5.4 CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION .....	5
5.5 REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN – ACTIF.....	6
5.6 REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN – PASSIF .....	6
<b>6. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN .....</b>	<b>7</b>
6.1 ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE .....	7
6.2 FONDS PROPRES.....	8
<b>7. AUTRES INFORMATIONS.....</b>	<b>8</b>
7.1 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS .....	8
7.2 REMUNERATION DES DIRIGEANTS .....	8
7.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES .....	9

## BILAN

ACTIF	Note	31/12/24			31/12/23
		Brut	Amort. & Dépréc.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
Immobilisations incorporelles		-	-	-	-
Immobilisations corporelles		-	-	-	-
Immobilisations financières		-	-	-	-
<b>Total I</b>		-	-	-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		-	-	-	-
Créances		-	-	-	-
Autres	5.2	125 510	-	125 510	111 247
Disponibilités		997 179	-	997 179	751 782
<b>Total II</b>		<b>1 122 689</b>	-	<b>1 122 689</b>	<b>863 029</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>1 122 689</b>	-	<b>1 122 689</b>	<b>863 029</b>

PASSIF	Note	31/12/24	31/12/23
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>			
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	5.3	439 132	439 132
Report à nouveau	5.3	389 627	168 524
Excédent ou déficit de l'exercice	5.3	249 329	221 103
<b>Situation nette (sous total)</b>		<b>1 078 088</b>	<b>828 759</b>
<b>Total I</b>		<b>1 078 088</b>	<b>828 759</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>			
<b>Total II</b>		-	-
<b>PROVISIONS</b>			
<b>Total III</b>		-	-
<b>DETTES</b>			
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5.2	2 400	2 400
Autres dettes	5.2	42 201	31 870
<b>Total IV</b>		<b>44 601</b>	<b>34 270</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>		<b>1 122 689</b>	<b>863 029</b>



## COMPTE DE RESULTAT

<i>COMPTE DE RESULTAT</i>	<i>Note</i>	<b>31/12/2024</b> <i>12 mois</i>	<b>31/12/2023</b> <i>12 mois</i>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
<i>Cotisations</i>		-	-
<i>Produits de tiers financeurs</i>		-	-
Produits liés à des financements réglementaires		822 058	784 188
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge</i>	<b>6.1</b>	7 256	7 007
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>		-	-
<i>Autres produits</i>		-	-
Autres produits		29	3
<b>Total I</b>		<b>829 343</b>	<b>791 198</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		-	-
Autres achats et charges externes		(158 004)	(109 620)
Impôts, taxes et versements assimilés		(25 510)	(30 258)
Salaires et traitements		(269 930)	(290 330)
Charges sociales		(119 509)	(138 163)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		(1 136)	(1 862)
Autres charges		-	-
Autres charges		(6 274)	(5)
<b>Total II</b>		<b>(580 364)</b>	<b>(570 238)</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>248 979</b>	<b>220 960</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		-	-
Autres intérêts et produits assimilés		585	395
<b>Total III</b>		<b>585</b>	<b>395</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		-	-
<b>Total IV</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>585</b>	<b>395</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>		<b>249 564</b>	<b>221 355</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		-	-
Sur opérations de gestion		-	-
<b>Total V</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		-	-
Sur opérations de gestion		-	(100)
<b>Total VI</b>		<b>-</b>	<b>(100)</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>-</b>	<b>(100)</b>
Impôts sur les bénéfices (VIII)		(235)	(152)
<b>Total des produits (I + III + V)</b>		<b>829 928</b>	<b>791 593</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>		<b>(580 599)</b>	<b>(570 490)</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>249 329</b>	<b>221 103</b>

## ANNEXE

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers ; elle comporte des éléments d'information complémentaires aux comptes proprement dits, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat.

Elle complète donc le bilan de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1.122.689 euros et le compte de résultat de l'exercice qui dégage un bénéfice de 249.329 euros, arrêté par le bureau du 27 mai 2025.

### **1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION**

L'association « AGFBM » est une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Elle est domiciliée au 17 avenue Victor Hugo – 75016 Paris.

L'association paritaire « AGFBM » a pour objet de :

- Percevoir les fonds collectés conformément aux dispositions de la convention collective applicable ou de l'accord de branche ;
- Financer et donner les moyens nécessaires aux activités de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers de la Branche Mutualité (OEMM) et au bon fonctionnement de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP)

### **2. CONVENTION DE GESTION DE L'ANEM**

Une convention de délégation de gestion a été signée le 11 décembre 2018 entre l'AGFBM et l'ANEM. Cette convention prévoit la délégation des gestions opérationnelles de la vie courante de l'association à l'ANEM. Cette convention a une durée d'un an renouvelable tacitement.

### **3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Néant

#### **4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant

#### **5. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

##### ***5.1 Cadre légal de référence***

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 et du règlement ANC n°2020-08 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les méthodes comptables retenues sont exposées dans les différentes notes qui suivent.

##### ***5.2 Cadre réglementaire applicable au secteur***

Il n'y a pas de cadre de référence réglementaire spécifique.

##### ***5.3 Durée et période de l'exercice comptable***

La durée de l'exercice est de 12 mois et concerne la période du premier janvier 2024 au trente et un décembre 2024.

##### ***5.4 Changement de méthode d'évaluation***

Aucun changement de méthode et/ou de changement d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **5.5 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – ACTIF**

### **5.5.1 Créances**

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée en fonction du risque de recouvrement apprécié par catégorie de créance.

### **5.5.2 Cotisations**

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion. Aussi, elles ont été rattachées aux produits de l'exercice de référence, c'est-à-dire la période couverte par l'adhésion.

### **5.5.3 Disponibilités**

Les disponibilités figurent à l'actif, elles sont évaluées pour leur valeur nominale au 31 décembre.

Une provision pour les intérêts courus est comptabilisée le cas échéant.

## **5.6 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – PASSIF**

### **5.6.1 Fonds propres**

- Fonds associatifs

L'association a été dotée à sa création d'un montant de 439.132€ provenant de la dévolution de l'ANEM.

- Report à nouveau

Le report à nouveau est constitué par les éventuels excédents réalisés par l'association non affectées par le Conseil d'Administration à un projet spécifique.

- Résultat net

Le résultat net est constitué de l'excédent ou du déficit de l'exercice.

## 6. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

### 6.1 Echéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

#### 6.1.1 Echéances des créances

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<i>De l'actif immobilisé</i>	Autres immobilisations financières	-	-	-
<i>De l'actif circulant</i>	Autres créances clients	-	-	
	Subventions à recevoir	-	-	
	Débiteurs divers	125 510	125 510	
<b>TOTAL</b>		<b>125 510</b>	<b>125 510</b>	-

Les créances correspondent au solde de cotisation à recevoir de l'Uniformation : 111.247€.

#### 6.1.2 Echéance des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	2 400	2 400		
Autres dettes	42 201	42 201		
<b>TOTAL</b>	<b>44 601</b>	<b>44 601</b>	-	-

Les autres dettes correspondent à une dette envers l'ANEM de 42.201€.

## **6.2 Fonds Propres**

<i>Variation des Fonds associatifs</i>	<b>En début d'exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>En fin d'exercice</b>
Fonds associatifs	439 132			439 132
Report à nouveau	168 524	221 103		389 627
Résultat	221 103	249 329	221 103	249 329
<b>Total</b>	<b>828 759</b>	<b>470 432</b>	<b>221 103</b>	<b>1 078 088</b>

## **7. AUTRES INFORMATIONS**

### **7.1 Engagements financiers et autres informations**

#### 7.1.1 Engagements donnés

Néant

#### 7.1.2 Engagements reçus

Néant

### **7.2 Rémunération des dirigeants**

L'information sur les rémunérations des dirigeants n'est pas fournie car celle-ci permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

**7.3 Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5.063 € TTC, décomposés de la manière suivante.

- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 5.063€

**Association paritaire de gestion et de  
collecte des fonds de la branche Mutualité  
(AGFBM)**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

**GVA AUDIT**

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.000 € • Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris

**Siège social :** 105 Avenue Raymond Poincaré • CS 81691 • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00 • [info@gva.fr](mailto:info@gva.fr) • [www.gva.fr](http://www.gva.fr)  
347 496 788 RCS Paris • NAF 6920 Z • Numéro d'identification intracommunautaire : FR 45 347 496 788

*Une société du Groupe Alpha*

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE



**Association paritaire de gestion et de  
collecte des fonds de la branche Mutualité  
(AGFBM)**

**17, avenue Victor Hugo  
75016 PARIS**

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

---

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

**Conventions passées au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

**Convention de délégation de gestion signée le 11 décembre 2018 avec l'ANEM dont l'annexe a été actualisée par le bureau du 13 mai 2024**

**Nature et objet :** 1/ La gestion opérationnelle d'ordre administratif et comptable de l'AGFBM par l'ANEM

2/ La réalisation des activités et missions de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers de la Branche Mutualité (OEMM) et de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP), ainsi que la gestion opérationnelle de ces deux instances

**Modalités :** En contrepartie des obligations exécutées par le délégataire, l'ANEM facturera au délégant, l'AGFBM, les prestations suivantes :

- Les charges directement engagées par l'ANEM pour les activités de l'OEMM,
- Les charges communes dont les clés de répartition sont définies dans la convention de délégation de gestion et concernent une quote-part des frais de structure et des frais de personnel.

Les modalités de versement sont constituées de trois acomptes au terme des trois premiers trimestres de l'année et un solde en avril N+1.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le montant global refacturé par l'ANEM s'est élevé à 572.472 €.

Paris, le 3 juin 2025

**Le Commissaire aux Comptes**

**GVA AUDIT**

**Bérengère SCHAAL**  
**Associée**